

8. Plaats overdracht (grensovergang)

9. Begeleid vervoer Ja Nee

Zo ja, geef bijzonderheden begeleiders op

10. Op plaats van overdracht te treffen veiligheidsmaatregelen

(Handtekening van de bevoegde autoriteit van de verzoekende Partij) (Zegel/stempel)

ONTVANGSTBEVESTIGING OVERDRACHTFORMULIER

DATUM:

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING

LISTE DES ETATS LIES

LIJST VAN GEBONDEN STATEN

ETATS	DATE SIGNATURE	TYPE DE CONSENTEMENT	DATE DE CONSENTEMENT	DATE ENTREE EN VIGUEUR	STATEN	DATUM ONDERTEKENING	TYPE INSTEMMING	DATUM INSTEMMING	DATUM INWERKING-TREDDING
BELGIQUE	17/12/2018	NOTIFICATION	11/07/2023	01/09/2023	BELGIE	17/12/2018	KENNISGEVING	11/07/2023	01/09/2023
LUXEMBOURG	17/12/2018	NOTIFICATION	08/04/2020	01/09/2023	LUXEMBURG	17/12/2018	KENNISGEVING	08/04/2020	01/09/2023
PAYS-BAS (partie européenne)	17/12/2018	NOTIFICATION	11/03/2020	01/09/2023	NEDERLAND (Europese deel)	17/12/2018	KENNISGEVING	11/03/2020	01/09/2023
UKRAINE	17/12/2018	NOTIFICATION	12/10/2021	01/09/2023	OEKRAINE	17/12/2018	KENNISGEVING	12/10/2021	01/09/2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2023/43714]

22 JUNI 2023. — Loi portant assentiment au Protocole entre les Etats Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie appliquant l'Accord entre l'Union européenne et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles le 20 juin 2018 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Le Protocole entre les Etats Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie appliquant l'Accord entre l'Union européenne et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2023/43714]

22 JUNI 2023. — Wet houdende instemming met het Protocol tussen de Benelux-Statens (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Republiek Armenië ter uitvoering van de Overeenkomst tussen de Europese Unie en de Republiek Armenië inzake de overname van personen die zonder vergunning op het grondgebied verblijven, opgesteld te Brussel op 20 juni 2018 (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het Protocol tussen de Benelux-Statens (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Republiek Armenië ter uitvoering van de Overeenkomst tussen de Europese Unie en de Republiek Armenië inzake de overname van

situation irrégulière, fait à Bruxelles le 20 juin 2018, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

La Ministre des Affaires étrangères,
H. LAHBIB

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
N. DE MOOR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be):
Documents: 55- 2411.
Rapport intégral: 4 février 2022.

personen die zonder vergunning op het grondgebied verblijven, opgesteld te Brussel op 20 juni 2018, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

De Minister van Buitenlandse Zaken,
H. LAHBIB

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
N. DE MOOR

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):
Stukken: 55-2411.
Integraal verslag: 4 februari 2022.

PROTOCOLE

ENTRE

LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

ET

**LES ÉTATS BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, LE
ROYAUME DES PAYS-BAS)**

APPLIQUANT

**L'ACCORD ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE RELATIF À LA
RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE**

La République d'Arménie et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas),

Dénommés ci-après “les Parties”,

Sur la base de l'article 20 de l'accord entre l'Union européenne et la République d'Arménie relatif à la réadmission de personnes en situation irrégulière, signé à Bruxelles le 19 avril 2013,

Dénommé ci-après “l'Accord”,

Sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1

Désignation des autorités compétentes (Article 20, paragraphe 1er de l'Accord)

1. Les Parties échangeront les listes des autorités compétentes pour la mise en œuvre de l'Accord ou de la représentation diplomatique ou consulaire accréditée par les autres Parties, dans un délai de trente (30) jours après la conclusion du présent Protocole.
2. Les Parties notifieront immédiatement les autres Parties de tout changement dans les listes visées au paragraphe 1^{er} du présent article.

ARTICLE 2

Désignation des points de passage frontaliers (Article 20, paragraphe 1er de l'Accord)

1. Les points de passage frontaliers utilisés pour l'application de l'Accord sont mentionnés à l'annexe 1 du présent Protocole.
2. Les Parties s'informeront immédiatement de tout changement dans la liste visée au paragraphe 1er du présent article.
3. Les autorités compétentes peuvent convenir, au cas par cas, de faire usage d'autres points de passage frontalier pour l'application de l'Accord.

ARTICLE 3**Introduction de la demande de réadmission
(Articles 7, 8 et 11, paragraphe 1 de l'Accord)**

1. La demande de réadmission est introduite par écrit par courriel, par télécopieur ou par d'autres moyens de télécommunication directement auprès de l'autorité compétente de l'État requis. Si la demande de réadmission comprend une demande d'audition, une copie de ladite demande sera également envoyée à la représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis.
2. La demande de réadmission est introduite en faisant usage du formulaire joint en annexe 5 à l'Accord.
3. Pour fournir ou obtenir des informations complémentaires relatives à une demande de réadmission en particulier, l'État requérant s'adressera à l'autorité compétente de l'État requis.

ARTICLE 4**Réponse à la demande de réadmission
(Article 11, paragraphes 2 et 3 de l'Accord)**

1. La réponse à une demande de réadmission est transmise par écrit par courriel, par télécopieur ou par d'autres moyens de télécommunication à l'autorité compétente de l'État requérant. Une copie de cette réponse est fournie en même temps à la représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis.
2. Une réponse à la demande de réadmission sera fournie dans les douze (12) jours civils en faisant usage du formulaire joint en annexe 2 au présent Protocole.

ARTICLE 5**Documents de voyage
(Article 3, paragraphe 4 et Article 5, paragraphe 4 de l'Accord)**

1. Dans le cas d'une réponse positive à la demande de réadmission, la représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis délivrera le document de voyage requis pour le retour, conformément à l'article 3, paragraphe 4 et à l'article 5, paragraphe 4 de l'Accord, sans délai et au plus tard dans les trois (3) jours ouvrables, aux autorités compétentes de l'État requérant.
2. Le document de voyage a une durée de validité de cent vingt (120) jours.
3. Si la représentation diplomatique ou consulaire d'Arménie n'a pas fourni le document de voyage dans les délais mentionnés au paragraphe 1 du présent Article, l'Arménie sera réputée avoir consenti à l'utilisation du document de voyage UE standard à des fins d'expulsion. Le document qui sera utilisé à cette fin figure à l'Annexe 3 du présent Protocole.

ARTICLE 6**Auditions****(Article 9, paragraphe 3 de l'Accord)**

1. Si l'État requérant n'est pas à même de produire un document, tel que visé à l'article 9 de l'Accord, et que l'État requis ne peut établir la nationalité de la personne à reprendre d'une autre manière, la représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis organisera une audition pour établir sa nationalité.
2. L'audition aura lieu dans les plus brefs délais et au plus tard cinq (5) jours ouvrables après la réception de la demande de réadmission.
3. L'État requis informera l'État requérant dans les plus brefs délais et au plus tard dans les trois (3) jours ouvrables suivant l'audition du résultat de cette dernière.

ARTICLE 7**Transfert****(Article 12 de l'Accord)**

1. L'autorité compétente de l'État requérant informe l'autorité compétente de l'État requis par écrit par courriel, par télécopieur ou par d'autres moyens de télécommunication au moins deux (2) jours ouvrables avant le transfert envisagé de son intention d'y procéder. À cette fin, il est fait usage du formulaire joint en annexe 4 au présent Protocole. Une copie de ce formulaire est transmise à la représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis.
2. Si l'État requérant n'est pas en mesure de transférer la personne à réadmettre dans le délai de trois (3) mois, elle en informe dans les plus brefs délais l'autorité compétente de l'État requis. Dès que la remise actuelle de la personne concernée peut avoir lieu, l'autorité compétente de l'État requérant informe l'État requis en utilisant le formulaire visé au paragraphe 1er du présent article et en respectant les délais prévus pour le transfert.
3. En règle générale, la remise aura lieu par voie aérienne. Au besoin, des vols charter peuvent être organisés.
4. Si le transport par voie terrestre peut être justifié, les autorités compétentes de l'État requérant l'indiquent sur le formulaire visé au paragraphe 1er du présent article.

ARTICLE 8**Procédure de transit****(Articles 14 et 15 de l'Accord)**

1. La demande de transit est introduite au moins sept (7) jours ouvrables avant le transit projeté par écrit par courriel, par télécopieur ou par d'autres moyens de télécommunication auprès de l'autorité compétente de l'État requis.
2. La demande est faite en faisant usage du formulaire joint en annexe 6 à l'Accord.

3. La réponse à une demande de transit est envoyée par écrit par courriel, télécopieur ou autre moyen de télécommunication, à l'autorité compétente de l'État requérant dans un délai de trois (3) jours ouvrables, et indique si le transit est accepté ainsi que l'heure à laquelle celui-ci est prévu, le point de passage frontalier prévu, le mode de transport et l'utilisation éventuelle d'escortes. Cette réponse est formulée en faisant usage du formulaire joint en annexe 5 au présent Protocole.
4. Le transit s'effectue en principe par voie aérienne.

ARTICLE 9

Soutien pendant le transit

1. Si l'État requérant juge nécessaire le soutien au transit par les autorités de l'État requis pour un transit en particulier, elle doit mentionner la nature et la teneur du soutien souhaité sous le point C. « OBSERVATIONS » du formulaire joint en annexe 6 au présent Protocole.
2. Dans sa réponse à la demande de transit, l'État requis fait savoir s'il peut fournir le soutien demandé. Au besoin, les Parties lanceront une consultation plus détaillée.
3. Si la personne est escortée sur le territoire de l'État requis, la garde et l'embarquement éventuel sont assurés sous l'autorité, dans la mesure du possible, avec l'assistance de cet État.

ARTICLE 10

Obligations de l'escorte

1. L'escorte est désignée par l'État requérant et est chargée de l'escorte de la personne à réadmettre ou à faire transiter.
2. Sur le territoire de l'État requis, l'escorte doit respecter en toutes circonstances le droit de l'État requis.
3. Les pouvoirs des escortes se limitent à la légitime défense. En outre, en l'absence d'agents de l'État requis autorisés à prendre les mesures nécessaires ou en vue de venir au secours des agents, l'escorte peut entreprendre des actions raisonnables et proportionnées pour répondre à un risque sérieux et immédiat afin d'empêcher la personne concernée de fuir, de porter atteinte à elle-même ou à des tiers ou de causer des dommages matériels.
4. L'escorte accomplit sa mission sans armes et en civil. Elle doit être en possession d'une autorisation d'escorte, de l'assentiment à la réadmission ou au transit et d'une carte d'identité.
5. Les autorités de l'État requis garantissent à l'escorte durant l'exercice de sa mission dans le cadre de l'Accord la même protection et la même assistance qu'à leurs propres agents compétents en la matière.

ARTICLE 11
Coûts
(Article 16 de l'Accord)

1. Sur production d'une facture, l'État requérant rembourse les frais exposés par l'État requis en vue de la réadmission et du transit, qui sont à charge de l'État requérant en vertu de l'article 16 de l'Accord. Cette facture mentionne également les données bancaires de l'État requis.
2. l'État requérant rembourse à l'État requis tous les frais dans un délai de trente (30) jours après la réception de la facture.

ARTICLE 12
Réunion d'experts

1. Les Parties conviennent de coopérer en vue de résoudre tout problème qui pourrait voir le jour dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord et du présent Protocole.
2. Sur demande de l'une des Parties, une réunion d'experts, composée de représentants des autorités des Parties, sera convoquée.

ARTICLE 13
Langue

Les Parties communiquent entre elles en langue anglaise.

ARTICLE 14
Annexes

1. Les annexes 1 à 5 incluse font partie intégrante du présent Protocole.
2. Tout amendement aux annexes du présent Protocole fait l'objet d'un accord écrit des Parties et entre en vigueur conformément aux conditions à convenir par les Parties.

ARTICLE 15
Amendements

1. Le présent Protocole peut être amendé par accord réciproque entre les Parties.
2. Tout amendement au présent Protocole entrera en vigueur conformément à la procédure détaillée à l'Article 18, paragraphes 1 et 2 du présent Protocole.

ARTICLE 16
Application territoriale
(Article 22 de l'Accord)

Le présent Protocole est applicable sur le territoire de la République d'Arménie, et sur le territoire du Royaume de Belgique, le territoire du Grand-Duché du Luxembourg et sur le territoire du Royaume des Pays-Bas, où le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne est applicable.

ARTICLE 17
Dépositaire

Le Secrétariat général Benelux est dépositaire du présent Protocole. Le dépositaire fournira une copie conforme de l'original à chacun des États Benelux.

ARTICLE 18
Entrée en vigueur, suspension et dénonciation
(Article 23, paragraphe 2 de l'Accord)

1. Les Parties s'informeront mutuellement et informeront le dépositaire de l'accomplissement de leurs procédures nationales relatives à l'entrée en vigueur du présent Protocole.
2. Conformément à l'Article 23, paragraphe 2 de l'Accord, le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la réception par la Commission conjointe de Réadmission de la notification du dépositaire selon laquelle toutes les Parties ont accompli leurs procédures internes respectives nécessaires à cet effet. Le dépositaire fera parvenir une copie de cette notification à toutes les Parties.
3. L'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché du Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie relative à la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles le 3 juin 2009, sera abrogé dès l'entrée en vigueur du présent Protocole.
4. Le présent Protocole est conclu pour une durée indéterminée. L'application du Protocole est suspendue en même temps que la suspension de l'Accord. Le présent Protocole est résilié en même temps que la résiliation de l'Accord.

Fait à Bruxelles, le 20 juin 2018 en deux versions originales en langues arménienne, néerlandaise, française et anglaise, chacun des textes faisant également foi. En cas de divergences d'interprétation des dispositions du Protocole, le texte en langue anglaise primera.

ANNEXE 1**POINTS DE PASSAGE FRONTALIERS**

pour la République d'Arménie
Aéroport national de Zvartnots, Yerevan

pour le Royaume de Belgique
Aéroport de Bruxelles National, Bruxelles

pour le Grand-Duché de Luxembourg
Aéroport de Luxembourg, Luxembourg

pour le Royaume des Pays-Bas
Aéroport de Schiphol Amsterdam, Amsterdam

ANNEXE 2

PROCOLE

ENTRE

LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

ET

LES ÉTATS BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, LE
ROYAUME DES PAYS-BAS)

APPLIQUANT

L'ACCORD ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE
RELATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRERÉPONSE À LA DEMANDE DE RÉADMISSION
(Article 4, paragraphe 2 du présent Protocole)

DATE DE LA RÉPONSE : N° DU DOSSIER :

1 – DONNÉES PERSONNELLES DE LA PERSONNE DONT LA RÉADMISSION EST DEMANDÉE

NOM	. . . . .	PRENOMS	. . . . .

DATE DE NAISSANCE	. . . . .	LIEU DE NAISSANCE	. . . . .
NATIONALITÉ	. . . . .	

2 – DÉCISION PRISE A LA SUITE DE LA DEMANDE DE RÉADMISSION DU (Date)

<input type="checkbox"/> ACCORD	<input type="checkbox"/> REFUS
	MOTIVATION DU REFUS EN CAS DE RÉPONSE NÉGATIVE

3 – REMARQUES PARTICULIÈRES

--

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE
----------------------	--------------------

ANNEXE 3

PROTOCOLE

ENTRE

LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

ET

**LES ÉTATS BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, LE
ROYAUME DES PAYS-BAS)**

APPLIQUANT

L'ACCORD ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

RELATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

DOCUMENT DE VOYAGE UE STANDARD

(Article 5, paragraphe 3 du présent Protocole)

ANNEXE 3

MEMBER STATE / État Membre / Lidstaat:

.....

REGISTRATION NUMBER / Numéro d'enregistrement / Registratienummer:

DOC. NUMBER / Doc. Numéro / Doc. Nummer:

VALID FOR ONE JOURNEY FROM / Valable pour un seul voyage de /

Geldig voor een eenmalige reis van:

SURNAME / Nom / Naam:

GIVEN NAME / Prénom / Voornaam:

DATE OF BIRTH / Date de naissance / Geboortedatum:

HEIGHT / Taille / Lengte:

PHOTO

Photo / Foto

DISTINGUISHING MARKS / Signes particuliers / Bijzondere kenmerken:

NATIONALITY / Nationalité / Nationaliteit:

ADDRESS IN HOME COUNTRY (if known) / Adresse dans le pays d'origine (si connu) / Adres in
het land van oorsprong (indien bekend):

.....

ISSUING AUTHORITY / Autorité de délivrance /

Afgegeven door:

SEAL/STAMP
Sceau/Cachet
Zegel/Stempel

ISSUED AT / Lieu de délivrance /

Afgegeven te:

ISSUED ON / Date de délivrance /

Datum van afgifte:

SIGNATURE / Signature / Handtekening:

.....

REMARKS / Observations / Opmerkingen:

.....
.....
.....
.....
.....

PROTOCOLE

ENTRE

LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

ET

LES ÉTATS BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, LE ROYAUME DES PAYS-BAS)

APPLIQUANT

**L'ACCORD ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE
RELATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE**

NOTIFICATION DU TRANSFERT
(Article 7, paragraphe 1 du présent Protocole)

DATE : **N° DU DOSSIER :**

VOTRE RÉPONSE POSITIVE DU (date) :

DE : AUTORITÉ COMPÉTENTE (État requérant)		
.....		
Tél. :	Fax :	Courriel :

À : AUTORITÉ COMPÉTENTE (État requis)		
.....		
Tél. :	Fax :	Courriel :

1 – DONNÉES PERSONNELLES DE LA PERSONNE DONT LA RÉADMISSION EST ANNONCÉE

NOM	.....	PRENOMS	.....
DATE DE NAISSANCE	.....	LIEU DE NAISSANCE	.....
NATIONALITÉ	.....	

ÉPOUX(SE)	
Nom	.....
Date de naissance	.....
Nationalité	.....
ENFANTS MINEURS	..... (nombre)
Nom(s)	..... date de naissance

2 – DOCUMENTS EN POSSESSION DE LA PERSONNE VISEE SOUS 1

(N.B. Il s'agit ici de la date et du lieu de délivrance, de la durée de validité, etc.)

1. LAISSEZ-PASSER
délivré le (date) à (lieu)
valable jusqu'au (date)
2. AUTRES DOCUMENTS (DE VOYAGE)
.....
.....
.....
.....
(copies jointes)

3 – DATE, HEURE, LIEU ET MODE DU TRANSFERT

DATE ET HEURE DU TRANSFERT	
LIEU DU TRANSFERT	
MODE DE TRANSPORT	AIR/TERRE/MER*
MOYEN DE TRANSPORT	
- VOITURE	OUI/NON*
	IMMATRICULATION ..
- AVION	OUI/NON*
	VOL N°
ESCORTE :	OUI/NON*
NOMBRE D'AGENTS D'ESCORTE	..
NOMS DES AGENTS D'ESCORTE	1.
	2.
RAISONS POUR LESQUELLES LA RÉADMISSION NE PEUT PAS S'EFFECTUER PAR VOIE AÉRIENNE	..
ASSISTANCE REQUISE	..
	..
	..
MESURES DE PROTECTION OU DE SÉCURITÉ À PRENDRE	..
	..
	..
	..

* Biffer les mentions inutiles.

4 – ANNEXES

NOMBRE DE PIÈCES (y compris description succincte)	1. 2. 3. 4. 5. 6.
--	----------------------------------

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE
----------------------	--------------------

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE L'INFORMATION

DATE :

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE
----------------------	--------------------

PROTOCOLE

ENTRE

LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

ET

LES ÉTATS BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, LE ROYAUME DES PAYS-BAS)

APPLIQUANT

**L'ACCORD ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE
RELATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE**

RÉPONSE À LA DEMANDE DE TRANSIT
(Article 8, paragraphe 3 du présent Protocole)

DATE DE LA RÉPONSE : **N° DU DOSSIER :**

1 – DONNÉES PERSONNELLES DE LA PERSONNE POUR LAQUELLE L'APPROBATION DU TRANSIT EST DEMANDÉ

NOM	. . . . .	PRENOMS	. . . . .

DATE DE NAISSANCE	. . . . .	LIEU DE NAISSANCE	. . . . .
NATIONALITÉ	. . . . .	

2 – DÉCISION PRISE A LA SUITE DE LA DEMANDE DE TRANSIT DU (Date)

<input type="checkbox"/> ACCORD	<input type="checkbox"/> REFUS
	MOTIVATION DU REFUS EN CAS DE RÉPONSE NÉGATIVE

3 – REMARQUES PARTICULIÈRES

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE
----------------------	--------------------

PROTOCOL

TUSSEN

DE REPUBLIEK ARMENIË

EN

**DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIE, HET GROOTHERTOGDOM
LUXEMBURG, HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN)**

TER UITVOERING VAN

DE OVEREENKOMST TUSSEN DE EUROPESE UNIE EN DE REPUBLIEK ARMENIË

INZAKE DE OVERNAME VAN PERSONEN DIE ZONDER VERGUNNING

OP HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN

De Republiek Armenië en de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden),

Hierna 'de Partijen' genoemd,

Op grond van artikel 20 van de op 19 april 2013 te Brussel ondertekende Overeenkomst tussen de Europese Unie en de Republiek Armenië inzake de overname van personen die zonder vergunning op het grondgebied verblijven,

Hierna 'de Overeenkomst' genoemd,

Zijn het volgende overeengekomen:

ARTIKEL 1

Aanwijzing bevoegde autoriteiten (Artikel 20, lid 1, van de Overeenkomst)

1. De Partijen wisselen binnen dertig (30) dagen na de sluiting van dit Protocol een lijst van de voor de uitvoering van de Overeenkomst bevoegde autoriteiten en van hun bij de andere Partijen geaccrediteerde diplomatieke of consulaire vertegenwoordigingen uit.
2. De Partijen stellen elkaar onverwijld in kennis van iedere wijziging in de in lid 1 van dit artikel bedoelde lijsten.

ARTIKEL 2

Aanwijzing plaatsen grensoverschrijding (Artikel 20, lid 1, van de Overeenkomst)

1. De voor de toepassing van de Overeenkomst gebruikte grensovergangen staan in bijlage 1 bij dit Protocol vermeld.
2. De Partijen informeren elkaar onmiddellijk over iedere wijziging in de in lid 1 van dit artikel bedoelde lijst.
3. De bevoegde autoriteiten kunnen op ad-hocbasis overeenkomen gebruik te maken van andere grensovergangen voor de toepassing van de Overeenkomst.

ARTIKEL 3**Indiening van het verzoek om terug- of overname
(Artikel 7, artikel 8 en artikel 11, lid 1, van de Overeenkomst)**

1. Een verzoek om terug- of overname wordt schriftelijk via e-mail, per telefax of andere telecommunicatiemiddelen rechtstreeks ingediend bij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat. Indien in het verzoek om terug- of overname tevens om een interview wordt verzocht, wordt een kopie van het verzoek eveneens verstrekt aan de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat.
2. Voor de indiening van het verzoek om terug- of overname wordt gebruikgemaakt van het formulier dat als bijlage 5 aan de Overeenkomst is gehecht.
3. De verzoekende Staat wendt zich voor het verstrekken of verkrijgen van nadere inlichtingen omtrent een specifiek verzoek om terug- of overname tot de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat.

ARTIKEL 4**Antwoord op het verzoek om terug- of overname****(Artikel 11, leden 2 en 3, van de Overeenkomst)**

1. Het antwoord op een verzoek om terug- of overname wordt via e-mail, per telefax of andere telecommunicatiemiddelen schriftelijk verstrekt aan de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat. Een kopie van dit antwoord wordt gelijktijdig aan de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat verstrekt.
2. Het verzoek om terug- of overname wordt binnen twaalf (12) kalenderdagen beantwoord door gebruikmaking van het formulier dat als bijlage 2 aan dit Protocol is gehecht.

ARTIKEL 5**Reisdocumenten****(Artikel 3, lid 4, en artikel 5, lid 4, van de Overeenkomst)**

1. Bij een positief antwoord op het verzoek om terugname wordt het voor terugkeer vereiste reisdocument overeenkomstig artikel 3, lid 4, en artikel 5, lid 4, van de Overeenkomst, onverwijld doch uiterlijk binnen drie (3) werkdagen door de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat aan de bevoegde autoriteiten van de verzoekende Staat verstrekt.
2. Het reisdocument heeft een geldigheidsduur van honderdtwintig (120) dagen.
3. Indien de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van Armenië het gevraagde reisdocument niet binnen de in lid 1 van dit artikel vermelde termijn heeft verstrekt, wordt Armenië geacht in te stemmen met het gebruik van het standaardreisdocument van de EU voor verwijderingsdoeleinden. Het document dat voor dit doel wordt gebruikt, is als bijlage 3 aan dit Protocol gehecht.

ARTIKEL 6**Interviews****(Artikel 9, lid 3, van de Overeenkomst)**

1. Indien de verzoekende Staat geen enkel document als bedoeld in artikel 9 van de Overeenkomst kan overleggen en de aangezochte Staat de nationaliteit van de terug te nemen persoon niet op een andere wijze kan vaststellen, organiseert de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat een interview, teneinde diens nationaliteit vast te stellen.
2. Het interview vindt onverwijld doch uiterlijk binnen vijf (5) werkdagen na de ontvangst van het verzoek om terugname plaats.
3. De aangezochte Staat informeert de verzoekende Staat onverwijld doch uiterlijk binnen drie (3) werkdagen na het interview over het resultaat ervan.

ARTIKEL 7**Overdracht****(Artikel 12 van de Overeenkomst)**

1. De bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat stelt de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat via e-mail, per telefax of andere telecommunicatiemiddelen, minimaal twee (2) werkdagen vóór de geplande overdracht schriftelijk in kennis van haar voornemen daartoe. Daartoe wordt gebruikgemaakt van het formulier dat als bijlage 4 aan dit Protocol is gehecht. Een kopie van dit formulier wordt aan de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat verstrekt.
2. Indien de verzoekende Staat de terug of over te nemen persoon niet binnen de termijn van drie (3) maanden kan overdragen, stelt hij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat daarvan onverwijld in kennis. Zodra de effectieve overdracht van de betrokkene kan plaatsvinden, stelt de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat de aangezochte Staat daarvan in kennis, door gebruikmaking van het in lid 1 van dit artikel genoemde formulier en met inachtneming van de voor de overdracht geldende termijnen.
3. Overdracht geschiedt in de regel door de lucht. Zo nodig kan worden gebruikgemaakt van chartervluchten.
4. Indien er gegronde redenen voor een vervoer over de weg zijn, maken de bevoegde autoriteiten van de verzoekende Staat daarvan afzonderlijk melding op het in lid 1 van dit artikel genoemde formulier.

ARTIKEL 8**Doorgeleidingsprocedure****(Artikelen 14 en 15 van de Overeenkomst)**

1. Een doorgeleidingsverzoek wordt minimaal zeven (7) werkdagen vóór de geplande doorgeleiding via e-mail, per telefax of andere telecommunicatiemiddelen schriftelijk ingediend bij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat.

2. Voor de indiening van het verzoek wordt gebruikgemaakt van het formulier dat als bijlage 6 aan de Overeenkomst is gehecht.
3. Het antwoord op een doorgeleidingsverzoek wordt binnen drie (3) werkdagen via e-mail, per telefax of andere telecommunicatiemiddelen schriftelijk aan de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat verstrekt, waarbij wordt meegedeeld of wordt ingestemd met de doorgeleiding en het hiervoor geplande tijdstip, de aangewezen plaats waar de grens wordt overschreden, de wijze van vervoer en het gebruik van begeleiders. Voor het verstrekken van dit antwoord wordt gebruikgemaakt van het formulier dat als bijlage 5 aan dit Protocol is gehecht.
4. Doorgeleiding geschiedt in beginsel door de lucht.

ARTIKEL 9

Ondersteuning van de doorgeleiding

1. Indien de verzoekende Staat ondersteuning van de doorgeleiding door de autoriteiten van de aangezochte Staat noodzakelijk acht, dient hij de aard en inhoud van de gewenste steun te vermelden onder C. 'OPMERKINGEN' van het formulier dat als bijlage 6 aan de Overeenkomst is gehecht.
2. In het antwoord op het doorgeleidingsverzoek bericht de aangezochte Staat of hij kan voorzien in de gevraagde ondersteuning. Zo nodig vindt hierover nader overleg plaats tussen de Partijen.
3. Indien de betrokkene op het grondgebied van de aangezochte Staat wordt begeleid, geschieden de bewaking en het eventueel aan boord brengen onder het gezag en, voor zover mogelijk, met ondersteuning van deze Staat.

ARTIKEL 10

Verplichtingen voor begeleiders

1. Begeleiders worden door de verzoekende Staat aangewezen en zijn belast met de begeleiding van de terug of over te nemen of door te geleiden persoon.

2. Op het grondgebied van de aangezochte Staat moeten de begeleiders in alle omstandigheden het recht van de aangezochte Staat naleven.
3. De bevoegdheden van de begeleiders zijn beperkt tot zelfverdediging. Daarnaast kunnen de begeleiders, bij afwezigheid van ter zake bevoegde ambtenaren van de aangezochte Staat of ter ondersteuning van deze ambtenaren, in reactie op een onmiddellijke en ernstige dreiging op redelijke en evenredige wijze optreden om te voorkomen dat de betrokkene vlucht, zichzelf of derden letsel toebrengt dan wel schade aan goederen veroorzaakt.
4. De begeleiders voeren hun taak ongewapend en in burgerkledij uit. Zij dienen in het bezit te zijn van een toestemming tot begeleiding, de instemming met terug- of overname of doorgeleiding en een identiteitskaart.
5. De autoriteiten van de aangezochte Staat verlenen de begeleiders bij de uitoefening van hun taken in het kader van de Overeenkomst dezelfde bescherming en bijstand als aan de eigen ter zake bevoegde ambtenaren.

ARTIKEL 11

Kosten

(Artikel 16 van de Overeenkomst)

1. Door de aangezochte Staat gemaakte kosten in verband met terug- of overname en doorgeleiding welke op grond van artikel 16 van de Overeenkomst ten laste van de verzoekende Staat komen, worden door de verzoekende Staat na overlegging van een factuur vergoed. Deze factuur vermeldt tevens de bankgegevens van de aangezochte Staat.
2. De verzoekende Staat zal alle kosten binnen dertig (30) dagen na ontvangst van de factuur aan de aangezochte Staat vergoeden.

ARTIKEL 12**Vergadering van deskundigen**

1. De Partijen dienen samen te werken om problemen rond de uitvoering van de Overeenkomst en dit Protocol op te lossen.
2. Op verzoek van één van de Partijen wordt er een vergadering van deskundigen, bestaande uit vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten van de Partijen, bijeengeroepen.

ARTIKEL 13**Taal**

De Partijen communiceren met elkaar in de Engelse taal.

ARTIKEL 14**Bijlagen**

1. De bijlagen 1 tot en met 5 maken een integrerend deel uit van dit Protocol.
2. Elke wijziging van de bijlagen bij dit Protocol wordt schriftelijk overeengekomen tussen de Partijen en wordt van kracht overeenkomstig de door de Partijen te bepalen voorwaarden.

ARTIKEL 15**Wijzigingen**

1. Dit Protocol kan in onderlinge overeenstemming tussen de Partijen worden gewijzigd.
2. Elke wijziging van het Protocol wordt van kracht overeenkomstig de in artikel 18, leden 1 en 2, van dit Protocol omschreven procedure.

ARTIKEL 16**Territoriaal toepassingsgebied****(Artikel 22 van de Overeenkomst)**

Dit Protocol is van toepassing op het grondgebied van de Republiek Armenië, alsook op het grondgebied van het Koninkrijk België, het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg en het grondgebied van het Koninkrijk der Nederlanden waar het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op dit grondgebied van toepassing is.

ARTIKEL 17**Depositaris**

Het Secretariaat-Generaal van de Benelux is de depositaris van dit Protocol. De depositaris bezorgt elke Benelux-Staat een eensluidend afschrift van het origineel.

ARTIKEL 18**Inwerkingtreding, schorsing en beëindiging****(Artikel 23, lid 2, van de Overeenkomst)**

1. De Partijen informeren elkaar en de depositaris over de voltooiing van hun nationale procedures voor de inwerkingtreding van dit Protocol.
2. Overeenkomstig artikel 23, lid 2, van de Overeenkomst treedt dit Protocol in werking op de eerste dag van de tweede maand nadat de depositaris het Gemengd Comité overname ervan in kennis heeft gesteld dat de daarvoor noodzakelijke interne procedures door iedere Partij zijn voltooid. Een afschrift van deze kennisgeving wordt door de depositaris aan iedere Partij verstrekt.
3. De op 3 juni 2009 te Brussel ondertekende Overeenkomst tussen de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Republiek Armenië betreffende de overname van onregelmatig verblijvende personen, wordt ingetrokken bij de inwerkingtreding van dit Protocol.
4. Het Protocol wordt voor onbepaalde tijd gesloten. De uitvoering van het Protocol wordt tegelijk met de schorsing van de Overeenkomst geschorst. Dit Protocol wordt tegelijk met de opzegging van de Overeenkomst opgezegd.

Opgesteld Brussel, op 20 juni 2018, in twee originele exemplaren in de Armeense, de Nederlandse, de Franse en de Engelse taal, waarbij de teksten in alle talen gelijkelijk authentiek zijn. In geval van verschillen in interpretatie van de bepalingen van het Protocol is de Engelse tekst doorslaggevend.

BIJLAGE 1

GRENSOVERGANGEN

voor de Republiek Armenië

Zvartnots International Airport, Jerevan

voor het Koninkrijk België

Luchthaven Brussel-Nationaal, Brussel

voor het Groothertogdom Luxemburg

Luxembourg Airport, Luxemburg

voor het Koninkrijk der Nederlanden

Luchthaven Schiphol, Amsterdam

BIJLAGE 2

PROTOCOL

TUSSEN

DE REPUBLIEK ARMENIË

EN

DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË, HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG, HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN)

TER UITVOERING VAN

DE OVEREENKOMST TUSSEN DE EUROPESE UNIE EN DE REPUBLIEK ARMENIË

INZAKE DE OVERNAME VAN PERSONEN DIE ZONDER VERGUNNING OP HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN

ANTWOORD OP HET VERZOEK OM TERUG- OF OVERNAME
(Artikel 4, lid 2, van het Protocol)

DATUM ANTWOORD: DOSSIERNR.:.....

1 – PERSONALIA VAN DE PERSOON OM WIENS TERUG- OF OVERNAME WORDT VERZOCHT

NAAM	.....	VOORNAMEN	.....

GEBOORTEDATUM	.....	GEBOORTEPLAATS	.....
NATIONALITEIT	.....	

2 – BESLISSING GENOMEN OP HET VERZOEK OM TERUG- OF OVERNAME VAN (Datum)

Y GOEDGEKEURD	Y GEWEIGERD
	REDENEN VOOR WEIGERING IN GEVAL VAN EEN NEGATIEF ANTWOORD

3 – BIJZONDERE OPMERKINGEN

--

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING

BIJLAGE 3**PROTOCOL****TUSSEN****DE REPUBLIEK ARMENIË****EN****DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË, HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG, HET KONINKRIJK DER
NEDERLANDEN)****TER UITVOERING VAN****DE OVEREENKOMST TUSSEN DE EUROPESE UNIE EN DE REPUBLIEK ARMENIË****INZAKE DE OVERNAME VAN PERSONEN DIE ZONDER VERGUNNING OP HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN****EU-STANDAARDREISDOCUMENT****(Artikel 5, lid 3, van het Protocol)**

BIJLAGE 3

LIDSTAAT / Etat Membre / Member State:

.....

REGISTRATIENUMMER / Numéro d'enregistrement / Registration number:

DOC. NUMMER / Doc. Numéro / Doc. Number:

GELDIG VOOR EEN EENMALIGE REIS VAN / Valable pour un seul voyage de /

Valid for one journey from:

NAAM / Nom / Surname:

VOORNAAM / Prénom / Given name:

GEBOORTEDATUM / Date de naissance / Date of birth:

FOTO

LENGTE / Taille / Height:

Photo / Photo

BIJZONDERE KENMERKEN / Signes particuliers / Distinguishing marks:

NATIONALITEIT / Nationalité / Nationality:

ADRES IN HET LAND VAN OORSPRONG (indien bekend) / Adresse dans le pays d'origine (si connu) / Address in home country (if known):

.....

AFGEGEVEN DOOR / Autorité de délivrance /

Issuing authority:

AFGEGEVEN TE / Lieu de délivrance /

ZEGEL/STEMPEL

Issued at:

Sceau/Cachet

Seal/Stamp

DATUM VAN AFGIFTE / Date de délivrance /

Issued on:

HANDTEKENING / Signature / Signature:

.....

OPMERKINGEN / Observations / Remarks:

.....
.....
.....
.....
.....

BIJLAGE 4

PROTOCOL

TUSSEN

DE REPUBLIEK ARMENIË

EN

DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË, HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG, HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN)

TER UITVOERING VAN

DE OVEREENKOMST TUSSEN DE EUROPESE UNIE EN DE REPUBLIEK ARMENIË

INZAKE DE OVERNAME VAN PERSONEN DIE ZONDER VERGUNNING OP HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN

INKENNISSTELLING INZAKE DE OVERDRACHT (Artikel 7, lid 1, van het Protocol)
--

DATUM:

DOSSIERNR.:

UW POSITIEF ANTWOORD VAN (datum):

VAN: BEVOEGDE AUTORITEIT (verzoekende Staat) Tel: Fax: E-mail:
--

AAN: BEVOEGDE AUTORITEIT (aangezochte Staat) Tel: Fax: E-mail:
--

1 – PERSONALIA VAN DE PERSOON WIENS OVERDRACHT WORDT AANGEKONDIGD

NAAM	.....	VOORNAMEN	.....

GEBOORTEDATUM	.....	GEBOORTEPLAATS	.....
NATIONALITEIT	.....	

ECHTGENO(O)T(E)		
Naam	.....
Geboortedatum	.....
Nationaliteit	.....
MINDERJARIGE KINDEREN (aantal)		
Na(a)m(en)	.....	Geboortedatum

2 – DOCUMENTEN WAAROVER DE ONDER 1 GENOEMDE PERSOON BESCHIKT

(NB - het gaat hier om datum en plaats van afgifte, geldigheidsduur e.d.)

1. LAISSEZ-PASSER		
afgegeven op	(datum)	te (plaats)
geldig tot	(datum)	
2. ANDERE (REIS)DOCUMENTEN	.....
	
	
	
	
(kopieën bijgevoegd)		

3 – DATUM, TIJDSTIP, PLAATS EN WIJZE VAN OVERDRACHT

DATUM EN TIJDSTIP OVERDRACHT	
PLAATS OVERDRACHT	
WIJZE VAN VERVOER	LUCHT/LAND/ZEE*
VERVOERMIDDEL	
- AUTO	JA/NEE*
	KENTEKEN
- VLIEGTUIG	JA/NEE*
	VLUCHTNR.

* Doorhalen wat niet van toepassing is.

BEGELEIDING: AANTAL BEGELEIDERS NAMEN BEGELEIDERS	JA/NEE* 1. 2.
REDENEN WAAROM DE TERUG- OF OVERNAME NIET VIA DE LUCHT KAN PLAATSVINDEN BENODIGDE ASSISTENTIE BENODIGDE BESCHERMINGS- OF VEILIGHEIDSMATREGELEN	..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... .....

4 – BIJLAGEN

AANTAL STUKKEN (incl. korte omschrijving)	1. 2. 3. 4. 5. 6.
---	--

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING
----------------	-------------------------

ONTVANGSTBEVESTIGING INKENNISSTELLING**DATUM:**

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING
----------------	-------------------------

BIJLAGE 5

PROTOCOL

TUSSEN

DE REPUBLIEK ARMENIË

EN

DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË, HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG, HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN)

TER UITVOERING VAN

DE OVEREENKOMST TUSSEN DE EUROPESE UNIE EN DE REPUBLIEK ARMENIË

INZAKE DE OVERNAME VAN PERSONEN DIE ZONDER VERGUNNING OP HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN

ANTWOORD OP HET DOORGELEIDINGSVERZOEK
(Artikel 8, lid 3, van het Protocol)

DATUM ANTWOORD:

DOSSIERNR.:

1 – PERSONALIA VAN DE PERSOON OM WIENS DOORGELEIDING WORDT VERZOCHT

NAAM	VOORNAMEN
.....
.....
GEBOORTEDATUM	GEBOORTEPLAATS
NATIONALITEIT .....	.....

2 – BESLISSING GENOMEN OP HET DOORGELEIDINGSVERZOEK VAN (Datum)

<input type="checkbox"/> GOEDGEKEURD	<input type="checkbox"/> GEWEIGERD
	REDENEN VOOR WEIGERING IN GEVAL VAN EEN NEGATIEF ANTWOORD

3 – BIJZONDERE OPMERKINGEN

--

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING